

Questions orales

exportations de pétrole aux États-Unis, exportations qui se montaient à 1.2 millions de barils par jour l'an dernier.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): J'aimerais dire au député que c'est l'une des questions sur lesquelles l'Office national de l'énergie s'est penché. Je peux lui annoncer que j'ai l'intention de publier ce rapport demain après-midi. Sachant que les recommandations de ce rapport risquent d'avoir d'éventuelles répercussions financières sur les sociétés concernées, il est préférable, je pense, de le faire après la fermeture de la bourse des valeurs, vers cinq heures de l'après-midi. Je m'arrangerai avec mon collègue, le député d'Algoma-Manitoulin pour que le député de Qu'Appelle-Moose Mountain et le porte-parole du Ralliement des Créditistes reçoivent à l'avance les documents en question dans l'espoir que nous pourrions collaborer étroitement demain après-midi à cinq heures.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, comme l'affirme le ministre, étant donné que l'Office national de l'énergie est habilité à s'occuper de cette question, qu'il a présenté son rapport en avril dernier et que, sans aucun doute, il disposait des données avant cette date—le ministre hoche la tête. Quoiqu'il puisse dire, il était en possession du rapport depuis plusieurs mois. L'Office national de l'énergie avait les données. On l'a signalé à un comité de la Chambre. L'Office disposait de ces données et renseignements depuis des mois et le ministre aurait dû les connaître. Je lui demande pourquoi nous avons fixé le quota d'exportation aux États-Unis à 977,000 barils par jour pour novembre et à 974,000 barils par jour pour décembre, et pourquoi ces exportations n'ont pas été supprimées graduellement. Pourquoi le ministre est-il si hésitant et pourquoi l'Office national de l'énergie n'a-t-il par réagi dans cette situation critique?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je peux peut-être reprendre le député. Je n'ai reçu le rapport de l'Office qu'au début du mois. Je l'ai communiqué sans tarder aux deux provinces productrices pour essayer d'obtenir leur approbation. Je pense qu'il convient de considérer d'abord le rapport de l'Office dans le cadre de nos relations avec les deux provinces. Une réduction appréciable de nos exportations vers les États-Unis aurait entraîné une brusque diminution des recettes des provinces productrices, et nous avons jugé normal de les consulter à ce sujet. Bien entendu, nous aurions pu aller de l'avant et donner suite au rapport unilatéralement, mais nous en avons décidé autrement.

Par ailleurs, nous nous rendons compte qu'une réduction considérable des exportations de pétrole canadien aux États-Unis pourrait nuire sérieusement surtout au nord des États-Unis et nous avons cru bon, pour maintenir nos bonnes relations avec les Américains, de leur fournir l'occasion de faire connaître leur vues avant que le gouvernement ne prenne une décision définitive. Je le répète, cette question a été examinée et nous ferons une déclaration à ce sujet demain.

M. l'Orateur: Une dernière question supplémentaire du député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, comme le ministre ne veut pas réduire radicale-

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

ment les recettes des provinces productrices, puis-je supposer qu'il essaiera de persuader le ministre des Finances de retirer certaines des dispositions de son budget? Puis-je aussi lui demander, comme il a déclaré il y a quelques instants que le gouvernement compte essayer de persuader les Canadiens de changer leur attitude en matière de conservation du pétrole, s'il est disposé à commencer par le gouvernement et à le persuader de changer d'attitude et de mettre fin à ces importantes exportations de pétrole?

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Ma foi, le gouvernement a certes l'intention de modeler ses propres politiques concernant l'utilisation du pétrole sur celles qu'il préconise pour d'autres. Pour ce qui est des exportations, je dois reprendre la réponse précédente, à savoir qu'il serait souhaitable dans l'intérêt des consommateurs canadiens de réduire aussitôt que possible nos exportations vers les États-Unis. C'est en général la position que j'énonce depuis de longs mois en attendant le rapport de l'Office. En fait, je crois qu'avant de prendre des mesures de ce genre, qui pourraient nuire à nos relations avec les États-Unis et affecter sérieusement les recettes des deux provinces productrices, des consultations s'imposeraient. Je suis plutôt surpris que l'opposition officielle, qui a tant parlé de consultation, s'oppose à cette façon de procéder.

LE RAPPORT DE L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE SUR LES RÉSERVES DE PÉTROLE—LES PROPOS DU MINISTRE AU SUJET DES INTENTIONS DE L'ALBERTA—L'OPPORTUNITÉ DE CONSULTATIONS

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, à ce propos, hier, le député de Crowfoot a demandé au ministre s'il avait reçu une réponse des provinces au sujet du rapport; le ministre a déclaré:

Oui, monsieur l'Orateur, le ministre des mines et des minéraux de l'Alberta m'a répondu et me demande de publier le rapport.

● (1450)

Le ministre albertain n'a pas fait de commentaires sur la substance du rapport et apparemment n'importe quelle quantité destinée à l'exportation lui serait acceptable.

Compte tenu de la déclaration qu'il a faite hier, le ministre voudrait-il nous dire quelle source d'information lui permet de porter ce jugement?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, j'avais prié le ministre des mines et des minéraux de l'Alberta de nous donner une réponse. J'ai reçu de lui un télégramme ne donnant aucune indication sur la substance du rapport. Mais, en vue de la discussion que le cabinet devait avoir aujourd'hui sur cette question, j'ai essayé, au cours de la journée d'hier, d'entrer en contact avec le ministre pour savoir si, en fait, il s'agissait bien là de la position du gouvernement de l'Alberta et s'il n'y aurait pas de réponse sur la substance du rapport. J'ai atteint M. Dickie tard hier soir, et il m'a fait savoir que, bien au contraire, le gouvernement de l'Alberta aimerait avoir des consultations à ce sujet et donner des indications sur le niveau des exportations pendant une certaine période de temps. Nous avons tenu compte de ce nouvel élément au cours de la réunion du cabinet.